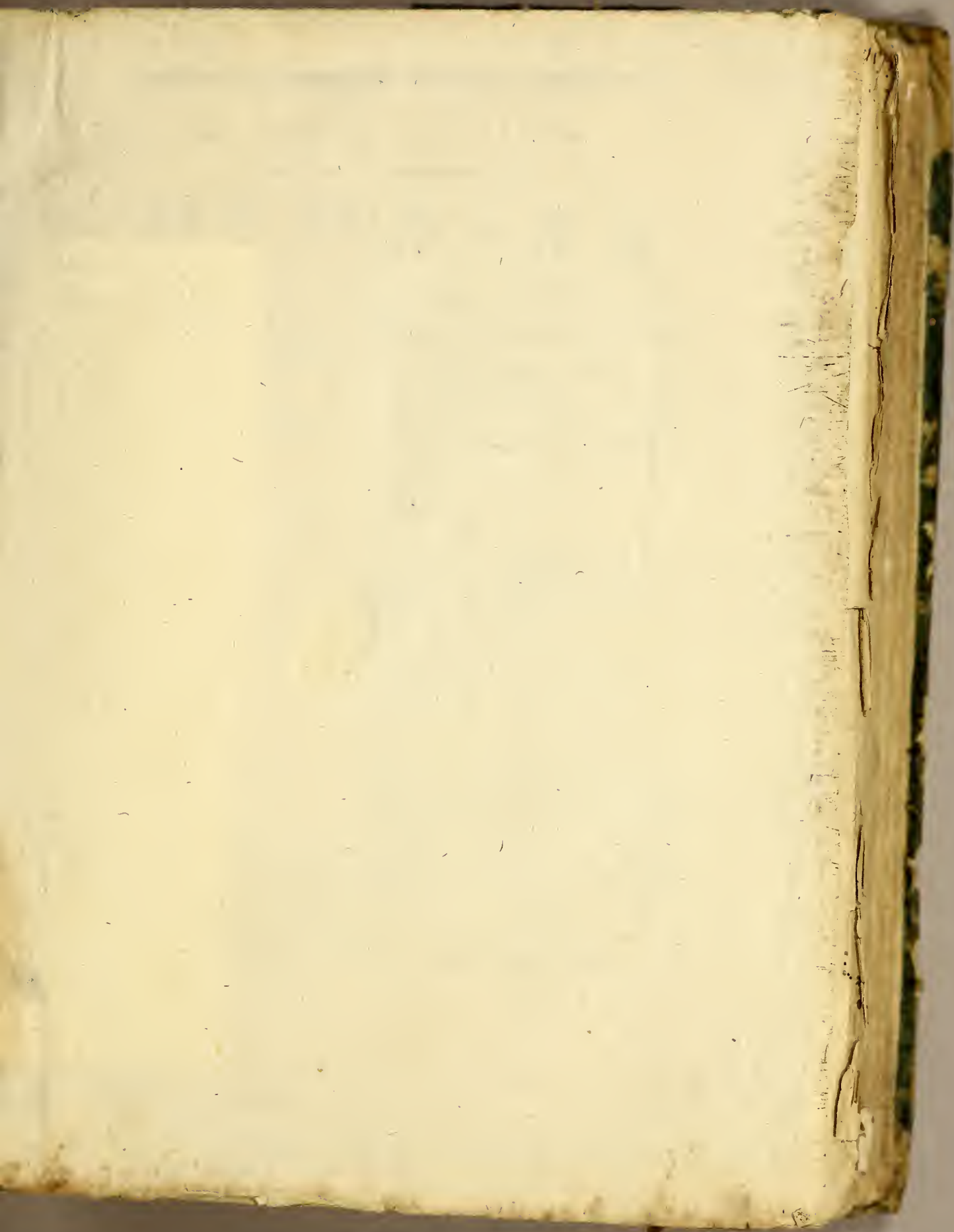




A43c



John Carter Brown  
Library  
Brown University



l  
r  
or  
e  
na  
it  
u  
et  
p  
p  
le  
t  
q  
t  
f  
c  
e  
c



217<sup>me</sup> 1793.  
Quatrième Mois.

Pres. de la Convention  
à la Convention

Nº. 40.

# COURRIER POLITIQUE DE LA FRANCE ET DE SES COLONIES.

PHILADELPHIE, le Jeudi 19 Decembre 1793.

*The liberty of the press is the palladium of all civil, political, and religious rights of freemen.* JUNIUS.

## A V I S.

Les personnes qui souscrivent pour cette feuille, sont priées d'envoyer avec l'argent, les numéros des maisons où ils logent. Cet avis est pour les souscripteurs de Philadelphie.

Ceux qui doivent encore pour le trimestre passé, sont aussi priés de solder leur compte.

La pièce suivante semble propre à fixer les opinions sur le compte du general Galbaud. Elle est extraite du *Mercur Français, historique, politique et litteraire*, N°. 22, sous la date du mardi 22 janvier 1793, l'an deuxième de la republique.

*Lettre du general Galbaud au president de la convention nationale.*

LE conseil executif provisoire, en execution du decret de la Convention nationale, m'a confié le commandement des troupes destinées à passer aux Isles sous le Vent, pour reduire les rebelles qui osent meconnaître la souveraineté du peuple Français. Citoyens, mon sang et ma vie sont entièrement voués à la cause sacrée que je suis chargé de defendre. La liberté triomphera au delà des mers; j'en ai pour garant le patriotisme qui anime les soldats de la Republique. Je les ai vus sous mes yeux, triompher des tyrans de Germanie; pour-quoi n'écraseraient-ils pas une poignée de rebelles, qui n'opposent de resistance que par cette foule de préjugés, qui ne sauraient lutter contre les principes appuyés de la force. Mais après avoir ramené des riches contrées sous le joug tutelaire des lois bienfaisantes de leur mère-patrie, il s'ouvrira pour moi un nouvel ordre de choses.

"Le conseil executif, dans les pouvoirs qu'il m'a donnés, comme gouverneur general des Isles du Vent, m'accorde le droit de m'opposer, en vertu des lois du 28 mars et du 25 août 1792, à toute loi intérieure, par laquelle les assemblées coloniales pourraient changer ou modifier celles qui existent entre les Colonies et la Metropole. Les mêmes pouvoirs m'autorisent, dans le cas contraire, à y donner une approbation provisoire, sous la reserve de celle de l'Assemblée nationale.

"Je vous l'avouerai, cet état de choses m'effraye, non qu'il me vienne jamais à la pensée d'abuser de mes pouvoirs, non que je sois jamais déterminé par un autre motif que l'interêt de la République; mais quand j'examine ce que la France était avant le 10 août, et ce qu'elle est devenue depuis, il me semble que ce droit de veto est directement en opposition avec les principes republicains.

"La France ne veut plus qu'un seul homme ait le droit de s'opposer, même momentanément, à la volonté générale; et un seul homme dans des climats lointains, au delà des mers, pourrait user de ce droit dangereux? Comment réussirai-je à persuader aux habitants de ces contrées, que nous ne voulons qu'un gouvernement republicain, lorsqu'ils me verront investi de la prerogative la plus redoutable? comment pourrai-je leur prouver qu'ils jouissent des bienfaits de la liberté et de l'égalité, lorsque ma seule volonté pourra, pendant plusieurs mois, paralyser la volonté générale?

"Telles sont les observations que je crois devoir faire sur le redoutable veto qui m'est accordé. L'on ne doit négliger aucun des moyens qui tendent à ramener la tranquillité dans les colonies, dont les habitants sont, pour la plupart, égarés.

"Le législateur, véritable organe du souverain, peut seul detruire l'apparente contradiction qui se trouve entre la France, qui detrait le veto et les colonies qui y sont encore sujettes. Je vous prie donc de soumettre cette pétition à la Convention nationale."

## PHILADELPHIE.

*Les Colons (1) de St.-Domingue réfugiés à Philadelphie, à la Legislature et à tous les Français.*

Enfin le projet des Barnave, des Brissot est con-

(1) Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'observer ici que cette pièce est des colons *républicains* de Saint-Domingue, et que les autres qui sont peut être en aussi grand nombre, n'y ont aucune part. *Note du Redacteur.*



sommé; St-Domingue n'est bientôt plus qu'un monceau de cendres, et les monstres qui ont achevé notre destruction, luttent encore sur nos débris, contre les efforts d'une puissance ennemie qui voudrait arracher au néant les restes de la plus florissante des colonies françaises.

L'aristocratie confuse, voit avec horreur, l'abyme de maux dans lequel elle nous entraîne en 1790, quand soulevée contre l'assemblée de St.-Marc, elle provoqua elle-même le coup qui devait anéantir ses propriétés et les nôtres.

Perpétuellement trahie dans l'Amerique, la France reçoit aujourd'hui le prix de ses méfiances, le résultat des injustices qu'on lui a fait commettre.

Sous la protection de la France, sous la responsabilité de nos seuls représentants, notre régime intérieur était le rempart que les colons eussent pu opposer à leur ennemis, à ceux de la nation française.

L'assemblée constituante abusée par un traître, destitua, sur son rapport, les légitimes représentants de St Domingue; et dès cet instant, tout fut perdu. Nos malheurs n'ont fait qu'augmenter. Vos députés, vos lois des 22 juin et 17 août 1792, votre loi du 5 mars 1793, quoique suspendue, voilà les bourreaux dont une politique étrangère s'est servie pour nous anéantir par vous mêmes.

#### Citoyens Représentans,

Les manes de nos malheureux frères gémissent des erreurs involontaires, sans doute, de la nation française; du sein de leurs tombeaux, ces victimes crient vengeance contre la faction insolente et meurtrière dont Brissot est le chef; elles nous accusent de n'avoir pas eu le courage de vous dire la vérité, de n'avoir pas osé vous denoncer les grands coupables qui vous trahissent dans l'Amerique.

Le sang dont notre malheureuse terre est arrosée, a pénétré jusqu'au fond de leurs tombes; elles frémissent du triomphe de l'aristocratie, sous le masque de la liberté; leurs cendres se soulèvent d'horreur, leurs ombres enfin s'indignent de nos derniers désastres.

St-Domingue avait des droits que son climat et ses localités rendaient imprescriptibles; les représentants de la France, abusés par des instructions perfides sur les premiers évènements de cette colonie, ont méconnus ces droits: le comité colonial fit taire tous les principes, et St-Domingue sacrifie, n'a vu dans le décret du 12 octobre 1790, que le prix d'une trahison combinée, d'où sont découles tous les maux de cette colonie.

Dès-lors ceux-là pour qui la loi était faite, n'eurent pas la liberté de la délibérer et la consentir, et ce principe, base de la révolution française, fut nul pour les colonies.

Nous vous avons dénoncé le 10 octobre Polverel et Sonthonax; ces monstres échappèrent à votre justice, à votre vengeance; le pillage et les concus-

sions qu'ils ont exercés, vont les soustraire au courroux inutile de la nation qu'ils ont trahie, à la responsabilité terrible qu'ils ont affrontée par tout ce que l'on peut inventer de crimes et de barbarie.

Nous ne vous détaillerons pas d'avantage les forfaits dont ils se sont couverts; le moindre de leurs crimes, est celui de leze-nation, est l'usurpation du pouvoir législatif. Vous devez vengeance à la France, à vos colonies, à l'univers entier.

Nous vous dénonçons aujourd'hui le complice de Sonthonax et de Polverel.

Celui qui n'a pas craint de canoniser la conduite des députés de St Domingue, celui qui ayant à sa disposition des vaisseaux, des fregates, des hommes et de l'argent, a refusé de les employer contre des fonctionnaires qui trahissaient les intérêts de la France et du commerce national; contre des fonctionnaires rappelés et en état d'accusation par un décret qu'ils avaient reçu officiellement. Celui qui a refusé de reconnaître nos commissaires qu'il eut dû expédier aux frais de la république, pour l'instruire de la véritable position de St-Domingue. Celui qui, accueillant au contraire une députation, vil instrument de la perfidie de Sonthonax, se déclare l'apologiste des brigandages dont nous sommes victimes, des outrages que reçoit la république, par la violation de ses lois et de son territoire. Ce complice est le ministre de la république française, près les Etats Unis. Ce complice est le cito, en Genet.

Nous l'accusons d'avoir, par inaction réfléchie et combinée, porté les maux de la colonie à leur comble, conséquemment livré le Môle et Jérémie aux Anglais.

Nous vous adressons notre correspondance avec ce ministre infidèle; notre indignation ne nous permet pas d'entrer dans de plus grands détails, tandis que l'Amerique et l'Europe retentissent des trahisons de ces ennemis de la république. Nous vous demandons justice; vengez la France, vengez ses colonies. Nous ayons une trop haute idée des lumières et de la raison nationales, de l'attachement et du courage des français de l'Europe, pour croire que tant d'atrocités puissent rester impunie. Salut.

Philadelphie, ce 21 novembre 1793, l'an 2 de la république française.

Les colons de St-Domingue. Signés, Barrault de Narcai, président; Chotard aîné et Claussion secrétaires.

*Nouvelles de St Domingue, dont nous ne garantissons pas l'authenticité, mais qu'on accueille avec d'autant plus de joie, qu'elles semblent annoncer la vengeance du ciel et la fin prochaine de nos maux.*

On écrit de Baltimore que Sonthonax a été assassiné et que Savary menacé de l'être, a pris la fuite.



Cette nouvelle a été donnée par un bâtiment parti de St-Marc le 11 novembre dernier.

On écrit de Charleston que Delpech mourut empoisonné par les agens de Polverel, pour avoir fait et adressé à la Convention nationale, un mémoire où il dévoilait le plan colonicide de ses collègues.

O. Delpech aurait bien pu s'épargner la peine de dévoiler ce que tout le monde voyait ; il ne serait pas mort, et surtout mort empoisonné ; ce qui est fort désagréable pour un Jacobin et fort affligeant pour ceux qui les aiment et les justifient.

Les nouvelles que nous recevons par la voie de Wilmington portent que Savary a été taillé en pièces à St-Marc ; que Sonthonax a été massacré au Port-au-Prince ; que Pinchinat ne remplace pas Delpech comme commissaire civil et que Polverel est mort de la même maladie que Delpech.

Quoique la mort violente de Sonthonax et de Savary ne soit pas bien prouvée, tout concourt cependant à faire espérer que si le ciel n'a pas encore fait justice de ces deux scélérats, leur règne ne sera pas de longue durée.

Un bâtiment arrivé le 6 décembre de St-Marc à Newbury-Port, a donné les détails suivans :

Les Espagnols se sont rendus maîtres du Mirbalais. Le commissaire Sonthonax est arrivé à St-Marc le 28 octobre dernier, il devait partir peu de jours après pour le Port-au-Prince. A son arrivée à Saint-Marc, les mulâtres se sont assemblés en grand nombre ; ils se sont plaints d'avoir été trompés ; ils ont dit avoir vu avec douleur la liberté générale, et ont manifesté l'intention d'attenter à la vie du commissaire Sonthonax qui ayant été instruit du complot s'est mis sous la sauve-garde de ses partisans. On pensait généralement que St-Marc se rendrait aux Anglais dès qu'ils se présenteraient.

Sonthonax s'était rendu à St-Marc accompagné d'un corsaire de 16 canons, doublé en cuivre, et de lingots d'or et d'argent, formant ensemble la charge de dix cabrouets au moins.

On assure que Lachaize a été arrêté dans sa mission chez les nègres de la Louisiane ; qu'il a été pendu, et qu'il s'est crié en montant à la potence : " On me l'avait prédit à Philadelphie dans le *Radoteur* ; c'était bien la peine d'aller si loin pour me faire pendre. "

#### CONGRES DES ETATS-UNIS.

La société des Quakers a présenté la semaine dernière, au sénat et à la chambre des représentans de l'Etat de Pensilvanie, une pétition qui leur recommande de défendre les courses de chevaux, les combats de coqs, les bals, les spectacles, et en général tout ce qui peut créer ou entretenir le vice. Cette société sage et réfléchie, attribue au relâchement des mœurs la maladie épidémique qui vient de faire de si grands ravages à Philadelphie.

Cette pétition a donné lieu à quelques observations qui toutes fondées qu'elles sont, sur la raison, sur la justice et sur la constitution de la Pensilvanie, ne produiront pas un grand effet, les membres de l'assemblée de cet Etat, étant presque tous Quakers. Voici ces observations :

*Mess. Dunlap et Claipole,*

J'ai vu dans votre gazette une pétition ou mémoire des Quakers à la législature de cet Etat, pour l'engager à faire une loi qui défende à l'avenir, de la manière la plus expresse, toute espèce d'amusemens publics dans cette ville et dans tout l'Etat. Ces pétitionnaires n'ont peut être pas songé aux conséquences que produirait une telle loi, ou du moins s'ils les connaissent, prennent-ils grand soin de les passer sous silence.

De quel droit, je vous prie, une secte, une classe particulière d'hommes, prescrirait-elle ou défendrait-elle le plaisir à une autre classe de citoyens. Ce serait, je l'avoue, avoir une autorité dont on ne souffrira jamais l'exercice sur cette terre de liberté et d'égalité, car je pense que les grands principes de notre révolution ne sont pas encore assez oubliés, pour qu'il soit nécessaire de les rappeler à nos concitoyens et les convaincre, que ces dignes gardiens de nos mœurs (les pétitionnaires) ne sont encore revêtus d'aucun pouvoir constitutionnel pour leur proscrire leurs plaisirs, leurs amusemens, &c. ou pour leur dire : *Tu iras jusques là, et pas plus loin.*

Le mémoire qualifie nos Législateurs de gardiens de nos mœurs. Mais je demande s'ils ne sont pas aussi les gardiens de nos droits et de nos libertés ? La constitution n'est-elle pas entre leurs mains le dépôt sacré des droits des citoyens clairement définis ? Et peut-on supposer que si la législature oublie assez ce dépôt important pour faire une loi qui violat cette constitution, cette loi serait obligatoire pour le peuple ? — Mais l'expérience me défend de concevoir aucune crainte à cet égard. Il faut que les pétitionnaires aient pris nos représentans pour des gens bien ignorans ou bien méchans, pour avoir imaginé qu'ils attenteraient aux parties les plus essentielles de ce palladium de la liberté de la Pensilvanie, ou il faut que les pétitionnaires ignorent absolument les principes de notre constitution, ce que j'aurais de la peine à croire.

Il est peut être nécessaire de dire, d'une manière plus particulière, en quoi une telle loi serait inconstitutionnelle. Elle le serait de deux manières. Premièrement, en ce qu'elle serait directement en opposition avec la constitution des Etats-Unis, qui déclare expressément, qu'aucun Etat ne pourra faire aucune loi *ex post facto*, aucune loi qui détruise la valeur des contrats. Or, la constitution des Etats-Unis est la loi suprême, et ayant été adoptée avec ces deux clauses, par la convention de l'état de



silvanie , elle doit être religieusement observée par notre législature.

Secondement , de même que cette loi enfreindrait la constitution des Etats-Unis , de même elle enfreindrait celle de la Pensilvanie , qui contient à peu près les mêmes dispositions aucune loi *ex post facto* ne sera rendue ". Avec cet article additionnel : " Tout homme a le droit imprescriptible d'acquiescer , de posséder , de défendre ses biens et sa réputation , et de chercher le bonheur ".

Ces clauses doivent convaincre tout esprit sincère et sans préjugés que , ni la législature , ni aucune secte , aucune société , aucune corporation ne peut diriger ou censurer les moyens honnêtes qu'emploie un membre quelconque de la société , pour acquiescer la fortune ou le bonheur , ni faire passer une loi qui viole des contrats antérieurs. Or , une loi qui défendrait les spectacles dans cette ville et dans cet Etat , serait dans le sens le plus strict une loi *ex post facto* ; une loi inconstitutionnelle , puisqu'elle violerait les contrats passés entre les entrepreneurs des théâtres et les acteurs , puisqu'elle violerait les contrats passés pour la construction des théâtres , lesquels contrats ont tous été passés sous la sanction de la constitution et des lois de cet Etat.

La disette de nouvelles et l'habitude ou nous sommes de ne point en fabriquer , rendent ce N° un peu stérile. Nous aurions bien pu donner le commencement de la correspondance entre M. Jefferson et le citoyen Genet , mais il en serait entré si peu que nous avons cru devoir attendre au N° prochain.

### A V I S.

1 Les personnes qui connaîtraient M. Emile Fort , ci devant commis chez M. Wilskens , négociant à St-Marc , sont priées d'en donner des renseignements à M. Rumet , négociant de Nantes , actuellement à Wilmington , qui a quelques chose d'intéressant à lui communiquer.

1. Bechard , horloger du Cap , est réduit ( par les suites heureuses de notre sainte et nouvelle constitution ) à implorer de l'occupation de ceux qui auraient leurs montres et pendules en mauvais état ; il ne négligera rien pour les bien rétablir , il tient sa boutique dans celle de Mde. Clarens , Md. de mode , 10. rue Nord , n° 19.

1 Du premier au quinze Octobre dernier , un paquet des lettres venant de Boston à l'adresse de M. Castella , demeurant dans le Jersey , doit avoir été pris la poste d'Elizabeth-Town , par quelqu'un qui a pris son nom ; ce paquet contenait trois lettres de change , et cinq mille livres tournois chacune , tirées à un mois et vue , en faveur du sieur Castella , par M. Madey , M. de Cassé , Ngt. a Bordeaux. D'après quelques

renseignements , ces lettres de change ont été offertes pour être négociées à Philadelphie sous la fausse signature du sieur Castella , qui ignore si elles l'ont été ; par plusieurs lettres , le paiement en est arrêté à Bordeaux ; si quelques Négocians ou autres personnes , ont eu connaissance , ils sont priés d'en donner avis à M. Broome , président de la chambre de commerce de New-York , cette affaire dépendant de la confiance publique , si lesdites lettres de change ne sont point négociées , et qu'elles soient envoyées audit président Broome , toute enquête cessera , et ledit sieur Castella , donnera avis dans ce papier public , qu'elles ont été reçues.

1 M. Despernay , seconde rue nord , n° 70 , tient magasin de confiseur et distillateur en gros et en détail. Il a un joli assortiment d'ouvrages en pastillage pour dévotion , comme panniérs , corbeilles , lapins , prez émaillés , fleurs , raves , radis , carottes , choux-fleurs , asperges , boîte à mouches , chapeaux , rubans , cocardes , champignons ! tableaux camés , représentant M. Washington , les saisons , des amours et autres ; le tout en sucre fin.

Toutes sortes de dragées en amandes , citrons , coriandre , anis , coquillages , pralines &c.

Tablettes à la vanille , à la fleur d'orange , à la rose et pectorales , sucre d'orge &c.

Pate de guimauve , chocolat de France , sucre en pains , thé fouchon , amandes , raisins , sirops de caplaire , de calbasse , d'orgeat , de guimauve , de vinaigre , d'orange , pectoral &c.

Confitures de France , en poires , pommes , prunes , coings &c. Liqueurs fines , comme huile d'anis , de noyau , cordiaux , &c.

Anisette en pipe et en quart de pipe

Vins de Bordeaux et de Lisbonne.

Eau de-vie de France , Rhum de la Jamaïque , Gin d'Hollande en caisse.

Il a aussi des Bas de soie noirs et blancs de Paris , et des chapeaux de Paris 1re. qualité.

Plus un assortiment de graines potageres et de fleurs de parterre de 1793.

Pour le Mole Saint-Nicolas.

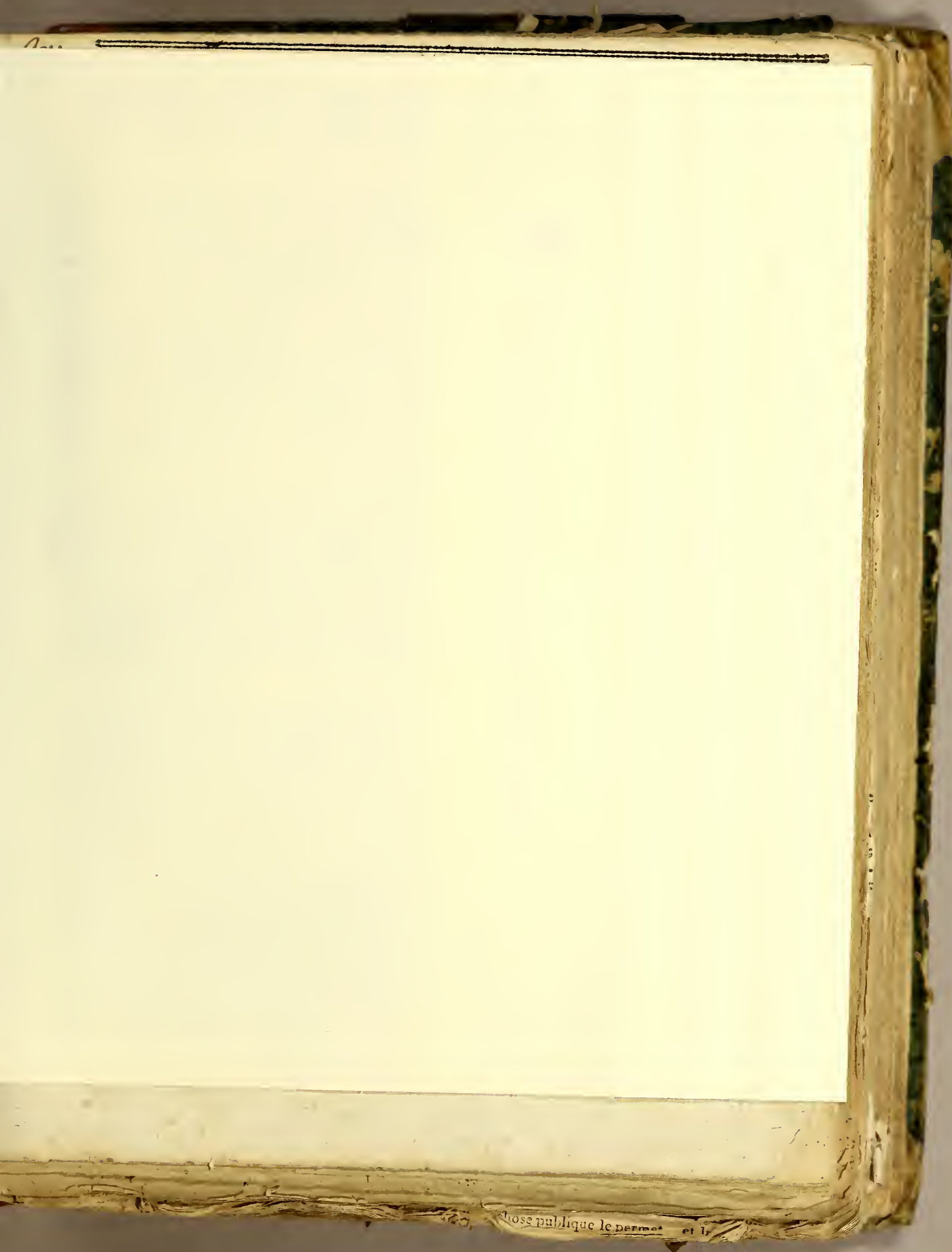


3 La goelette la Marianne prendra du fret et des passagers. S'adresser au capitaine , à son bord , à Baltimore , à la calle de M. Clewr.



3. Le brigantin Peggy , de ce port , d'environ 1100 à 1200 barils de farine d'encombrement , tout neuf , ayant une chambre très-commode et propre , avec deux antichambres fermant à clef , et observant que dans son entrepont , il peut prendre 30 et 35 passagers , prendra du fret pour le Mole et Jeremie , pour ou on destine le bricq. Les personnes qui voudront charger ou passer dans ledit navire , pourront s'adresser Front street , au Sud de Dock , n° 271 , chez le capitaine dudit brigantin.





chose publique le perma et l







E789  
T653w  
1-Size  
1.3



